

ALERTE

37 fédérations et associations nationales
Des collectifs inter-associatifs locaux
de lutte contre la pauvreté et l'exclusion

Paris, le 1^{er} Octobre 2025

Communiqué de presse

2026 : un cap budgétaire dangereux pour les plus précaires

Projet de loi de finances pour 2026 : le Collectif ALERTE appelle à un budget qui protège les plus pauvres

Le gouvernement doit présenter dans les prochains jours une nouvelle version du projet de loi de finances pour 2026. Alors que le projet présenté par François Bayrou à l'été était inacceptable tant il allait conduire à l'aggravation de la pauvreté dans notre pays, le Collectif ALERTE appelle à un changement en profondeur du projet pour protéger les plus pauvres et défendre la justice sociale.

Alors que les concertations organisées par le nouveau Premier ministre ces derniers jours ont permis aux organisations syndicales et aux partis politiques de faire entendre leurs revendications, le secteur associatif, notamment dans le champ de la lutte contre la pauvreté et des solidarités **n'a, lui, pas été invité** à participer à ce dialogue. Forts de la voix de nos salariés, de nos bénévoles, et des millions de personnes en situation de pauvreté que nous accompagnons au quotidien, nous avons pourtant beaucoup à dire.

Dans un contexte marqué par une **hausse sans précédent de la pauvreté et des inégalités, 650 000 personnes supplémentaires en 2023 selon l'Insee**, et par une grande fragilisation des associations de solidarité, les choix budgétaires de l'État seront déterminants pour la vie quotidienne de millions de Français.

Ainsi, le Collectif ALERTE rappelle sa ferme opposition aux mesures prévues initialement et appelle le Premier ministre Sébastien Lecornu à renoncer à toute mesure conduisant au gel ou à la sous-indexation des prestations sociales, au gel du barème de l'impôt sur le revenu ou encore à la hausse des franchises médicales et participations forfaitaires. Alors que bruissent des déclarations qui pourraient laisser croire que certains publics seraient concernés par l'année blanche et d'autres pas, le Collectif ALERTE rappelle qu'il n'y a pas de bons et de mauvais pauvres et que notre contrat social impose de prendre soin de tous ceux qui en ont besoin. Dans le même esprit, nous nous opposons à toutes réformes de l'aide médicale d'état dont l'utilité sanitaire n'est plus à démontrer.

Ces mesures, injustes, qui ciblent les plus faibles, ceux pour qui chaque euro compte en fin de mois, doivent être abandonnées au profit d'un budget de justice et d'investissement social.

Pour un budget d'investissement social

Le Collectif ALERTE demande au gouvernement de rompre avec une logique d'économies sur le dos des plus vulnérables et d'ouvrir une politique ambitieuse d'investissement social :

- abandonner toute mesure qui dégraderait le niveau de vie des ménages modestes,
- garantir des financements pérennes pour l'hébergement, le logement, la santé et l'aide alimentaire
- investir dans l'accompagnement social de l'ensemble des publics fragiles et renoncer à la réforme du RSA qui va plonger encore plus de personnes dans une grande détresse sociale
- préserver le rôle essentiel des associations, dont la capacité d'action est aujourd'hui gravement menacée par les coupes budgétaires.

Nous sommes prêts, comme nous l'avons toujours été, à participer à ce moment démocratique fondamental et à travailler avec le gouvernement et les parlementaires. Mais la sincérité de ce dialogue dépendra d'engagements clairs.

Contacts presse :

Uniopss/ALERTE : Valérie Mercadal - 01 53 36 35 06 – vmercadal@uniopss.asso.fr

Uniopss/ALERTE : Charlotte Penot – 01 53 36 35 09 – cpenot@uniopss.asso.fr